

*Les subsides*

matière urbaine, n'a pas pu comprendre l'importance d'un ministère des Affaires urbaines dans le meilleur intérêt de tous les citoyens du Canada. Nous devons faire face à cette réalité: la majorité des Canadiens habitent maintenant les villes. C'est là une situation qui comporte plusieurs difficultés, et il est évident que le gouvernement canadien ne peut se désintéresser du sort de ses citoyens de plus en plus nombreux et qui ont besoin d'une aide gouvernementale.

Une deuxième raison justifie la présence du gouvernement canadien par le ministère des Affaires urbaines: en plus de l'intérêt naturel que le gouvernement canadien porte au bien-être de tous les Canadiens, la plupart des projets, politiques, programmes et activités du gouvernement fédéral ont une incidence sur la vie des citoyens et sur la qualité des villes qu'ils habitent. Par exemple, la politique d'immigration, de transport et d'expansion économique et l'activité du ministère des Travaux publics sont certes des choses qui influencent considérablement le milieu urbain. Nous devons donc jouer un rôle de coordonnateur pour faire en sorte que l'activité du gouvernement canadien, par ses nombreux ministères et services, ne soit pas néfaste à l'éclosion, à l'expansion et au développement naturel et ordonné des grandes villes du pays.

Évidemment, il faut dire que le gouvernement canadien possède de nombreuses propriétés dans toutes les grandes villes, que ce soit les ports, les aéroports, les édifices à bureaux, les parcs nationaux, les bureaux de poste, les entrepôts, les pénitenciers, les édifices de douanes et d'accises, voilà toute une série d'édifices publics qui se retrouvent, sinon au cœur de la ville, dans la périphérie des villes et qui ont une incidence considérable sur l'aménagement général des grandes villes.

Le gouvernement veut et tient à ce que ces propriétés dans les villes servent les citoyens et soient en fonction et en accord avec les grands principes et les grands plans directeurs préconisés par les autorités municipales elles-mêmes. Or, il fallait, bien sûr, un ministère pour coordonner l'activité du gouvernement fédéral et de ses divers ministères dans les villes, et c'est le rôle que joue le ministère des Affaires urbaines. C'est un rôle qu'il joue d'une façon complémentaire, pas prioritaire mais complémentaire, sous-jacent au plan directeur d'abord et avant tout préconisé par les municipalités et par les provinces.

Il n'est absolument pas question de s'immiscer dans les questions de juridiction et de tenter d'enlever le rôle primordial qui appartient aux municipalités ou aux provinces. Mais il est important, cependant, que l'on soit pleinement conscient, surtout à la Chambre, que le gouvernement canadien a un rôle complémentaire à jouer. Souvent ce rôle complémentaire qu'il joue c'est celui qui permet un meilleur plan directeur, qui permet à une ville finalement d'entreprendre des études de planification urbaine qu'autrement elle n'aurait pas entreprises toute seule. Mais, grâce aux subventions du ministère des Affaires urbaines, ces villes, ces municipalités entreprennent ces études et permettent à leurs citoyens de jouir d'un meilleur environnement urbain.

Je pense que quels que soient les propos qui ont été tenus par l'honorable député, quelles que soient les questions qui ont été posées récemment au sujet de la réforme administrative qui a pu se faire au sein du ministère des Affaires urbaines, je peux affirmer de façon catégorique qu'il n'a jamais été question de changer fondamentalement le rôle du ministère. Il a été beaucoup plus question d'utiliser d'une façon plus rationnelle et

plus ordonnée le personnel qui travaille au sein du ministère des Affaires urbaines pour qu'il soit, d'une façon plus efficace, au service des municipalités qui ont recours à leurs services.

On a aussi dit que ce gouvernement avait une performance plus ou moins impressionnante dans le domaine de l'habitation. Or, les chiffres démontrent le contraire. Après consultation avec les municipalités, les provinces et les responsables du domaine de l'habitation, les grandes associations de construction comme l'Association UDAC, par exemple, ont déterminé que nous avons besoin pour les quatre prochaines années d'environ un million de nouveaux logements. Or, ce programme de construction d'un million de nouveaux logements au Canada est actuellement en marche. Pour faciliter la réalisation de cet objectif, nous avons créé un programme d'aide pour l'accession à la propriété, par lequel nous donnons une subvention assez importante à quelqu'un, en particulier à un jeune couple, qui veut s'acheter une propriété pour la première fois.

Nous avons poussé à la limite notre effort pour amener les entrepreneurs à construire des propriétés de coût moyen pour répondre non seulement aux besoins de ceux qui sont particulièrement fortunés et qui n'ont pas vraiment besoin de l'aide du gouvernement pour avoir une propriété, mais pour amener les entrepreneurs canadiens à construire des propriétés à un coût modeste, pour permettre justement l'accessibilité à la propriété à des milliers de jeunes ménages canadiens qui aspirent à avoir leur propre maison. Or, je peux dire, les chiffres sont éloquentes, et il est impossible de les réfuter, que nous rencontrons notre objectif basé sur une période de quatre ans d'un million de nouveaux loyers. Nous allons atteindre cet objectif et donner enfin aux Canadiens la possibilité de réaliser ce rêve qui est tout à fait naturel pour chaque citoyen de pouvoir habiter dans sa propre maison s'il le veut bien.

Je pense qu'on ne peut pas faire autrement que de constater qu'au cours des années le domaine de l'habitation a fait des progrès de géant au Canada. Ce que l'on avait convenu d'appeler à la fin des années 60 comme étant une certaine crise du logement au Canada n'a plus du tout la même ampleur aujourd'hui. Il n'y a personne de sérieux au Canada qui peut vraiment parler d'une crise de l'habitation au pays. Il n'y en a pas de crise.

● (1432)

Bien sûr, des citoyens ont plus de difficulté que d'autres à obtenir des logements à prix réduit et, à cet égard, je dois dire que le gouvernement canadien a demandé aux provinces de travailler en étroite collaboration avec lui pour revoir de fond en comble toute la question du logement social au Canada. Il m'apparaît que c'est là l'objectif principal que nous devons poursuivre, c'est-à-dire augmenter la production de logements pour les personnes à faible revenu et pour les personnes âgées. S'il y a un domaine où il y aurait peut-être une certaine crise, ce serait dans ce domaine-là.

Par ailleurs, pour le reste, je n'hésite pas à dire catégoriquement que les Canadiens sont mieux logés que n'importe quel autre peuple du monde. C'est au Canada que nous retrouvons les logements les mieux construits, situés dans le meilleur environnement, et les logements les plus subventionnés du monde. Il est vrai que le gouvernement canadien par une série de programmes aide les citoyens à payer moins cher leur loyer ou les aide à s'acheter une propriété grâce à un taux d'intérêt réduit et à des subventions fort importantes. Je mets les